

# ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DES SALAIRES EN EUROPE

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'UE EST PERTURBÉ PAR LA GUERRE EN UKRAINE ET LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

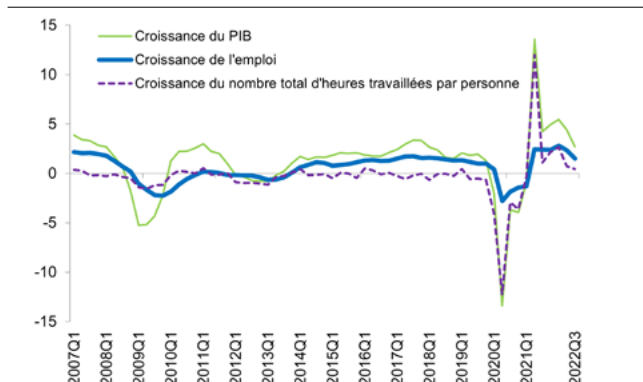


Lisez le rapport: <https://europa.eu/!6y48wH>

## LES MARCHÉS DU TRAVAIL DE L'UE ÉTAIENT DYNAMIQUES AVANT LA GUERRE D'AGRESSION MENÉE PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE

L'invasion de l'Ukraine a eu lieu alors que l'économie de l'UE venait de se redresser entièrement grâce à l'amélioration de la situation sanitaire. Avant la guerre en Ukraine, les marchés du travail de l'UE connaissaient une évolution positive, caractérisée par une croissance de l'emploi vigoureuse et un taux de chômage exceptionnellement faible (graphique 1). Malgré un ralentissement lors du second semestre, la croissance de l'emploi est restée supérieure à 2 % au premier semestre de 2022, et le taux de chômage a diminué jusqu'à atteindre 6 % en juillet. Toutefois, les pénuries de main-d'œuvre sont rapidement réapparues. Au troisième trimestre de 2022, l'effet positif de la suppression progressive des restrictions sanitaires sur l'économie s'est estompé, et l'incidence de la hausse des prix de l'énergie a commencé à se faire sentir sur le marché du travail. La croissance de l'emploi a diminué sur une base annuelle, mais est restée relativement solide sur une base trimestrielle.

Graphique 1: Emploi, PIB et nombre d'heures travaillées (taux de croissance annuel)



Source: Eurostat, comptes nationaux

## L'INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE A ENTRAÎNÉ UNE FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE, UNE HAUSSE DE L'INFLATION ET DES PERTURBATIONS DANS LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

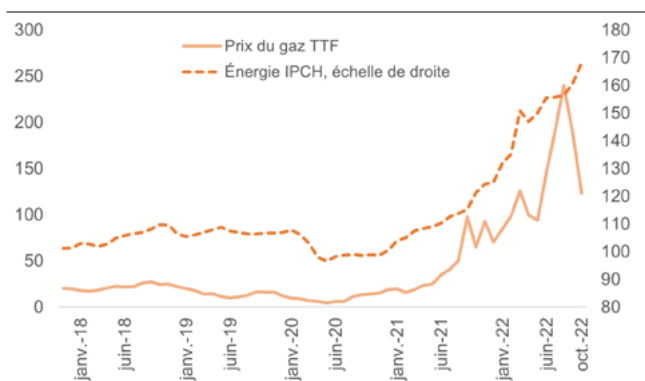
La guerre en Ukraine a fait davantage grimper les prix de l'énergie, qui augmentaient déjà depuis la mi-2021 en raison à la fois du fort rebond de la demande et des goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de la montée des tensions géopolitiques. La pression à la hausse sur les prix s'est étendue, allant de l'énergie à d'autres produits, comme les denrées alimentaires, et ont porté l'inflation à des niveaux inédits depuis des décennies (graphique 2). La guerre, ainsi que les sanctions imposées à la Russie, ont entraîné une perturbation des chaînes d'approvisionnement de certains produits, ce qui a alimenté les pressions inflationnistes. Les tensions sur le marché du gaz naturel, composant essentiel de la production d'électricité, se sont répercutées sur les prix de l'électricité. En octobre, l'inflation dans l'UE atteignait 11,5 %, tandis que l'inflation énergétique s'élevait à 38,7 % et l'inflation alimentaire à 17,8 %. Depuis le pic d'août 2022, les prix sur le marché néerlandais TTF (Title Transfer Facility), principale référence en matière de prix du gaz dans l'UE, ont baissé, notamment à la suite des mesures prises par l'UE pour réduire sa dépendance aux combustibles fossiles russes et stabiliser son marché du gaz.

## LE COÛT ÉLEVÉ DE L'ÉNERGIE COMPORTE DES RISQUES MAJEURS POUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le coût élevé de l'énergie touche principalement les secteurs manufacturiers à forte intensité énergétique, notamment le coke, les métaux de base, les produits chimiques et les engrais, le papier, les autres produits minéraux non métalliques, le bois et l'alimentation. Ces secteurs représentent environ 5 % de l'emploi total. Cependant, la hausse des coûts touche également les industries qui dépendent des intrants de ces secteurs à plus forte intensité énergétique, comme la production

de produits pharmaceutiques ou l'hôtellerie. Face à l'augmentation des prix de l'énergie, la demande de travail pourrait diminuer en premier lieu dans ces secteurs. L'effet sur les secteurs à moindre intensité énergétique, comme le secteur des services, pourrait se faire ressentir plus tard, étant donné que l'énergie représente une part plus faible de leurs coûts, mais peut concerner un grand nombre de travailleurs. En effet, pour ce secteur, qui représente la plus grande part de l'emploi total, une baisse de la demande de travail entraînerait d'importantes pertes d'emploi en raison de la part relativement élevée de contrats temporaires et du recours moins fréquent aux dispositifs de chômage partiel.

**Graphique 2: Prix du gaz naturel TTF néerlandais et inflation des prix à la consommation de l'énergie**



Source: Eurostat

## LE COÛT ÉLEVÉ DE L'ÉNERGIE FAIT AUGMENTER LE COÛT DES INTRANTS POUR LES ENTREPRISES ET ENTRAÎNE UNE BAISSÉ DE L'EMPLOI

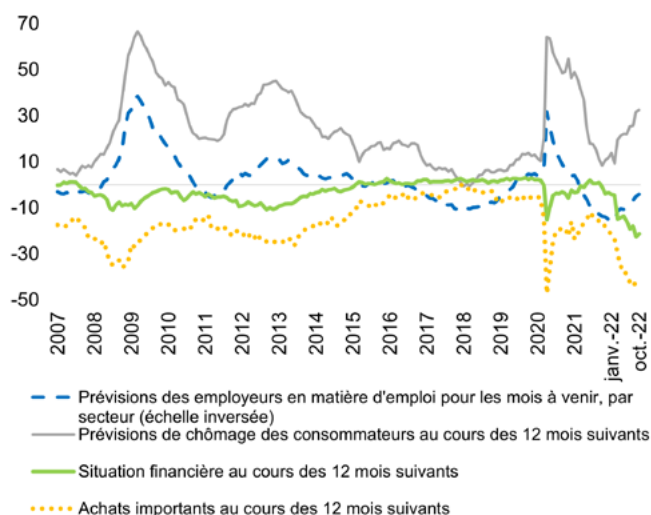
Un choc sur les prix de l'énergie a un effet négatif sur le PIB, sur l'emploi et sur les salaires réels. L'analyse empirique montre qu'un doublement du prix du gaz naturel, ce qui correspond à la hausse observée entre mars et août 2022, peut entraîner une baisse de la production de 3 % au bout d'un an et de l'emploi de 1,5 %. Selon le pays, la baisse de l'emploi dépend de l'effet du choc de prix sur la production et sur les salaires réels, de l'intensité de la consommation de gaz et des caractéristiques structurelles du marché du travail, telles que la part de contrats temporaires, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier et le degré d'ouverture de l'économie. La Lettonie, la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et l'Estonie font partie des pays où la forte dépendance au gaz peut entraîner des pertes d'emplois relativement plus importantes. Une forte baisse de l'emploi est également prévue en Espagne, en Irlande, au Luxembourg, en Allemagne, à Malte et au Danemark.

## MÊME SI LES MARCHÉS DU TRAVAIL ONT RÉSISTÉ AU CHOC, LES PREMIERS SIGNES DE DÉTÉRIORATION SONT VISIBLES

La hausse des prix du gaz et de l'électricité a commencé à entraîner une baisse de la production dans les secteurs à forte intensité énergétique. Plus généralement, de nombreuses entreprises européennes ne peuvent pas répercuter l'intégralité de la hausse des prix de l'énergie sur les prix à la consommation en raison de la réduction globale de la demande. Cette tendance peut entraîner une baisse de la demande de travail, ce qui nécessite de recourir

à nouveau à des programmes de maintien dans l'emploi, qui pourraient être conçus pour accompagner les processus de restructuration et de reconversion professionnelle. Si cette évolution négative de l'emploi n'apparaît pas encore dans les statistiques du marché du travail européen du deuxième trimestre de 2022, les indicateurs de confiance économique montrent déjà une baisse significative des intentions d'embauche des entreprises d'ici octobre 2022, ainsi qu'une forte hausse des anticipations en matière de chômage de la part des consommateurs (graphique 3).

**Graphique 3: Indicateurs de confiance des consommateurs et des employeurs**



Source: CE, Enquête de conjoncture

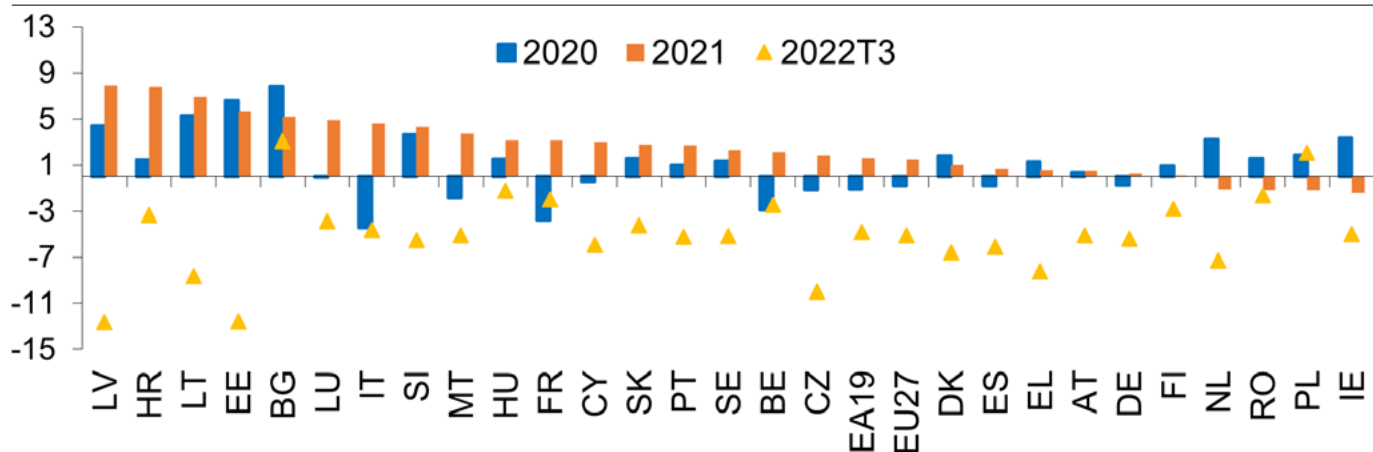
## MALGRÉ UNE INFLATION ÉLEVÉE, LA CROISSANCE DES SALAIRES EST RESTÉE MODÉRÉE

Malgré la hausse de l'inflation, la croissance des salaires est restée modérée jusqu'à présent. Au cours des trois premiers trimestres de 2022, la rémunération par salarié et la rémunération par heure travaillée ont progressé à un rythme similaire mais inférieur à l'inflation, c'est-à-dire que les salaires réels ont diminué (graphique 4). Cette diminution a entraîné une détérioration du pouvoir d'achat de nombreux travailleurs, notamment des bas salaires.

## LA BAISSÉ DES SALAIRES RÉELS ENTRAÎNE DES RISQUES SOCIAUX POUR DE NOMBREUX TRAVAILLEURS

Les travailleurs à bas salaires sont plus susceptibles d'être touchés puisqu'ils consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'énergie et à l'alimentation. Les récentes augmentations du salaire minimum ont été plus importantes que les années précédentes. Cependant, elles ne couvrent qu'une partie de la montée de l'inflation (graphique 5). En 2021, les salaires minimaux en termes réels ont diminué en moyenne de près de 3 % dans l'UE. Ils ont diminué dans 14 pays sur les 21 pays de l'UE ayant un salaire minimal légal. Ils n'ont augmenté que dans quatre pays (Lettonie, Portugal, Slovaquie et Slovaquie) et sont restés globalement stables en Bulgarie, en France et au Luxembourg. L'inflation a continué de grimper tout au long de l'année 2022, atteignant 10,7 % dans l'ensemble de l'UE en octobre 2022. Par conséquent,

Graphique 4: Salaires réels par salarié, déflateur du PIB (variation annuelle en %; 2020, 2021 et T3 2022)

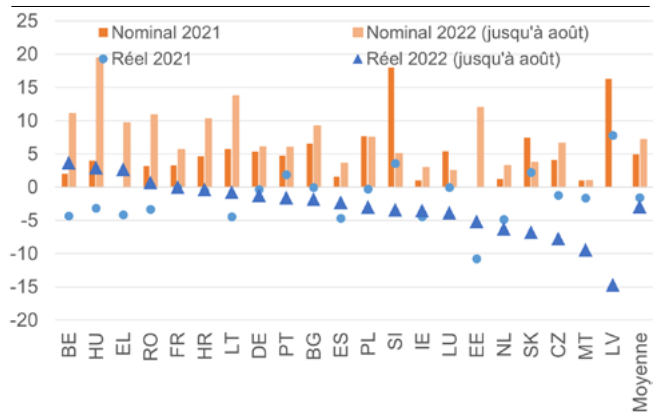


(1) Salaires et traitements bruts réels par salarié, déflateur: consommation privée (pour les données annuelles). Pour T3 2022, le déflateur est l'IPCH.

Source: Commission européenne, base de données AMECO et calculs réalisés en interne sur la base des données d'Eurostat.

jusqu'à présent en 2022, des baisses significatives des salaires minimaux légaux en termes réels ont été enregistrées dans la plupart des pays où ils ont été établis.

Graphique 5: Évolution des salaires minimaux réels et nominaux, 2021 et janvier-août 2022



(1) The figures for 2022 only take into account the developments that occurred up until August 2022. Source: EC, Business and Consumer survey

Source: Eurofound based on Eurostat

## LES AJUSTEMENTS DE SALAIRES DOIVENT ÊTRE BIEN CALIBRÉS

La capacité des entreprises à augmenter les salaires varie considérablement selon les secteurs et les États membres. Par exemple, dans certains secteurs des services, où les travailleurs à bas salaires sont relativement plus représentés, les entreprises peuvent avoir plus de marge de manœuvre pour augmenter les salaires que dans les secteurs manufacturiers, plus exposés aux pressions des coûts. Les politiques visant à soutenir les bas salaires, notamment par l'intermédiaire d'augmentations des salaires minimaux légaux et de la promotion de négociations collectives, peuvent atténuer les pertes de pouvoir d'achat. À cet égard, la directive de l'UE relative à des salaires minimaux adéquats devrait créer une dynamique positive pour les mesures visant à améliorer leur caractère adéquat et leur couverture. Les politiques visant à renforcer les négociations collectives et les augmentations ciblées des

salaires publics peuvent également contribuer à soutenir les bas salaires. Globalement, pour l'évolution future des salaires, il conviendra de trouver un équilibre entre l'atténuation des pertes de pouvoir d'achat des travailleurs et la préservation de l'emploi et de l'activité économique.

## LORS DU REBOND APRÈS LA RÉCESSION PROVOQUÉE PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19, LES PÉNURIES DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ATTEINT DES NIVEAUX TRÈS ÉLEVÉS

En 2022, après le début de l'agression russe contre l'Ukraine, l'augmentation des pénuries de main-d'œuvre dans l'économie européenne s'est poursuivie, notamment dans le secteur des services, mais s'est quelque peu ralentie dans l'industrie manufacturière. Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences les plus notoires sont concentrées dans quelques secteurs et professions, tels que les soins de santé, l'hôtellerie, la construction et les TIC. La pandémie a contribué à l'augmentation des pénuries de main-d'œuvre en accélérant la numérisation et en détournant les travailleurs des professions touchées par les mesures de confinement et des professions aux conditions de travail difficiles. Cependant, malgré la hausse des pénuries de main-d'œuvre, l'efficacité de l'appariement du marché du travail ne s'est pas détériorée, ce qui ne laisse supposer aucune augmentation apparente du chômage structurel à l'échelle de l'UE.

## LES PÉNURIES DE MAIN-D'ŒUVRE ONT DES CAUSES STRUCTURELLES, QUI PEUVENT ÊTRE TRAITÉES À L'AIDE DE MESURES POLITIQUES/ADÉQUATES ?

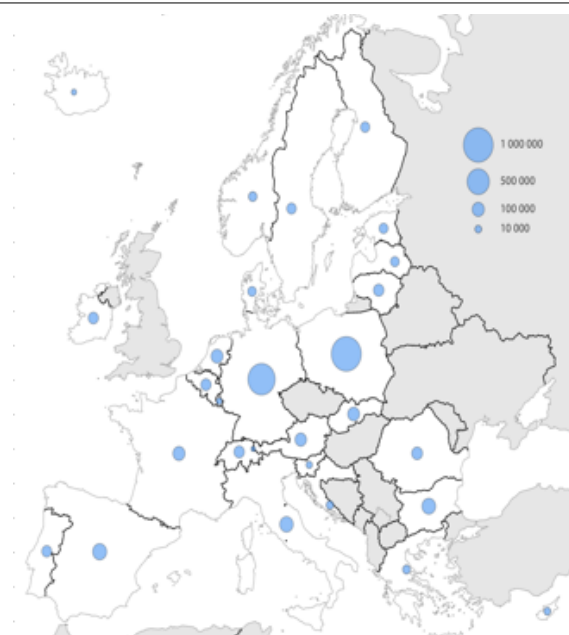
Les pénuries de main-d'œuvre sont dues à des facteurs non seulement conjoncturels, mais également structurels, tels que le vieillissement de la population, les pénuries de compétences liées aux transitions verte et numérique, les changements de comportement de la main-d'œuvre en matière de mobilité, les migrations et, dans certains secteurs et professions, les mauvaises conditions de travail. Si la dégradation de la situation économique peut atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs et pays, notamment dans l'industrie manufacturière, il convient de maintenir les mesures qui s'attaquent aux facteurs

structurels de ces pénuries. Il s'agit notamment des politiques d'activation, de compétences, de migration et de mobilité de la main-d'œuvre, des mesures favorisant les transitions sur le marché du travail et des efforts visant à améliorer les conditions de travail.

### L'INTÉGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES DÉPLACÉES EN PROVENANCE D'UKRAINE PEUT AVOIR UNE INCIDENCE POSITIVE SUR L'ÉCONOMIE DE L'UE

Les Ukrainiens qui fuient la guerre sont libres de choisir le pays dans lequel ils souhaitent s'installer et bénéficier d'une protection temporaire. À la mi-novembre 2022, environ 3,8 millions de personnes s'étaient inscrites pour obtenir une protection temporaire dans l'UE. Le plus grand nombre de demandes de protection temporaire a été enregistré en Allemagne (1 million), en Pologne (950 000) et en Tchéquie (450 000). Le reste des personnes déplacées s'installe de manière relativement uniforme dans les autres États membres, sans que ce soit proportionnel à la population ou au PIB. À court terme, l'incidence de l'intégration sur le marché du travail des personnes déplacées d'Ukraine sur l'emploi total dans l'UE devrait être faible. Les difficultés d'intégration, l'assistance médicale et les soins, ainsi que les barrières linguistiques peuvent constituer un obstacle à l'emploi. Toutefois, des possibilités d'emploi existent dans les services où les barrières linguistiques et la reconnaissance des compétences sont moins contraignantes. À moyen et long terme, l'intégration sur le marché du travail des personnes qui souhaitent rester dans l'UE devrait avoir un effet positif sur le PIB et l'emploi dans l'UE. Des simulations donnent à penser que sur une période de 20 ans, dans un scénario d'intégration totale, le PIB de l'UE pourrait augmenter de 0,2 % grâce à l'arrivée d'un million d'Ukrainiens.

Graphique 6: Répartition de l'enregistrement de la protection temporaire, octobre 2022



Remarque: données non disponibles pour CZ et HU. Pour DK, DE, IE, FR, HR, CY, LU, NL, PT, RO, SI, FI et SI, les données se réfèrent à septembre.

Source: Eurostat

### UNE RÉACTION GLOBALE POUR FAIRE FACE À UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE SANS PRÉCÉDENT

La crise énergétique est inédite et appelle une réaction globale et coordonnée en matière de politique économique. Pour accélérer la transition vers l'abandon des combustibles fossiles volatils et coûteux, le plan REPowerEU a présenté un ensemble d'actions et de ressources visant à renforcer la capacité d'adaptation du système énergétique ainsi qu'à accroître l'efficacité énergétique et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Le 24 juin 2022, le Conseil a adopté un nouveau règlement sur le stockage du gaz visant à garantir des niveaux de remplissage d'au moins 80 %, accompagné d'un plan de réduction de la demande de gaz. Pour faire face à la flambée des prix du gaz et de l'électricité et alléger la pression des coûts pour les ménages et les entreprises, le Conseil européen a convenu de fixer des objectifs de réduction de la consommation d'électricité, un plafonnement à l'échelle de l'UE des recettes des entreprises qui produisent de l'électricité à faible coût, et une contribution de solidarité temporaire des entreprises de combustibles fossiles. Les États membres utiliseront ces fonds pour protéger les consommateurs. Le 18 octobre, la Commission a proposé un train de mesures relatif à l'énergie pour faire face aux prix élevés du gaz dans l'UE et garantir la sécurité de l'approvisionnement. Il vise à rendre les prix du gaz plus prévisibles, à garantir la solidarité entre les États membres en cas de pénurie d'approvisionnement et à renforcer la réduction de la demande ainsi que l'efficacité énergétique. En outre, la Commission a proposé que les fonds de cohésion non utilisés pour la période de programmation 2014-2020 puissent servir à aider les petites et moyennes entreprises, les ménages vulnérables, les salariés et les indépendants à faire face à la hausse des prix de l'énergie.

### DES MESURES CIBLÉES ET TEMPORAIRES PEUVENT AIDER LES ENTREPRISES VIABLES À TRAVERSER LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ACTUELLE

L'augmentation des prix de l'énergie a des conséquences fort néfastes sur les secteurs les plus concernés. Le risque est que des entreprises viables subissent des contraintes de liquidité qui les obligent à réduire définitivement leur capacité de production et d'emploi. Les dispositifs de chômage partiel doivent alors jouer un rôle important, afin de préserver l'emploi dans des entreprises autrement viables et d'accompagner d'éventuels processus de restructuration. Par rapport au choc de la pandémie, les dispositifs de chômage partiel doivent cette fois cibler les entreprises confrontées à de fortes augmentations des coûts de l'énergie ou des intrants connexes et se concentrer sur la reconversion et le perfectionnement professionnel, ainsi que sur les transitions entre emplois dans le cas d'entreprises ou de secteurs en cours de restructuration. La recommandation de la Commission concernant un soutien actif et efficace à l'emploi et la recommandation du Conseil visant à assurer une transition équitable vers la neutralité climatique fournissent des orientations stratégiques relatives à la gestion des transitions sur le marché du travail.

## **LES ÉTATS MEMBRES ONT MIS EN ŒUVRE UN LARGE ÉVENTAIL DE MESURES QUI SOUTIENNENT LES ENTREPRISES ET LES MÉNAGES**

Depuis que l'inflation a commencé à augmenter, les États membres ont adopté des mesures pour protéger les ménages et les entreprises de la flambée des prix de l'énergie et pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs dans le contexte de cette hausse de l'inflation. De nombreux États membres ont instauré une régulation des prix de l'énergie par un plafonnement des prix et la réduction des coûts de réseau et de distribution. En outre, les gouvernements ont soutenu les ménages et les entreprises en réduisant leur charge fiscale et en compensant l'augmentation des coûts liés à l'énergie. De manière générale, ni les mesures relatives aux prix ni la majorité des stratégies nationales d'aide au revenu ne sont suffisamment ciblées sur les ménages vulnérables à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Enfin, plusieurs États membres ont considérablement augmenté les salaires minimaux légaux et adopté des mesures relatives aux salaires de la fonction publique. Dans l'ensemble, les politiques salariales et non salariales peuvent être considérées comme complémentaires pour stimuler le pouvoir d'achat des ménages à court terme, et doivent être bien coordonnées. La composition des politiques dépend de la compétitivité des entreprises et de la marge de manœuvre budgétaire des États membres.

Lisez le rapport



© Union européenne, 2023

La réutilisation du présent document est autorisée, à condition de mentionner dûment la provenance et d'indiquer toute modification (licence Creative Commons Attribution 4.0 International). Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'UE, l'autorisation peut devoir être obtenue directement auprès des titulaires de droits respectifs. © Union européenne - tous droits réservés.

PDF ISBN 978-92-68-00905-5 doi: 10.2767/16078  
KE-05-22-285-FR-N